

# Élysée-El Mouradia : les arrière-pensées d'une tardive entente

**H**asard des agendas ou désir de traduire en symbole un rabi-bochage diplomatique ? Le fait de se reparler une année plus tard, après le lamentable couac d'un précédent Premier ministre, était, à s'y méprendre, un souhait de la part du pouvoir français même si celui-ci s'était bien gardé d'insister sur ce sujet lors des échanges de laïus courtois.

Il est vrai que le missionnaire de Matignon, dont on sait qu'il est en train d'expédier les dernières affaires pendantes du Président Hollande, manquait de marge politique pour se vanter d'une quelconque réussite au sujet de la « confiance réciproque » entre les deux pays alors qu'il quitterait les responsabilités dans six semaines. Il est, par conséquent, peu sérieux de croire que la France a finalement changé d'approche nous concernant par le seul fait que le successeur d'un Valls, gaffeur et discourtis, vienne à Alger pour uniquement se faire pardonner. Bien au contraire, Monsieur Cazeneuve était là en cette fin de semaine pour faire surtout du rattrapage à la suite du ratage de Valls qui fut privé en avril 2016 de tous les paraphe prévus précédemment.

A priori, l'Algérie officielle se satisfait de cette subtile démarche qui réactive les échanges économiques entre les deux pays permettant d'entrevoir de futures possibilités pour une coopération dont aurait besoin une Algérie affichant quelques difficultés à surmonter la crise qui la frappe. En clair, ce n'était pas de la part d'une personnalité de second ordre, comme l'est un Premier ministre, qu'il fallait attendre un changement de perspective. Au mieux, ses partenaires algériens semblent effectivement

se satisfaire de la positive partition diplomatique que vient de leur jouer Cazeneuve.

C'est ainsi qu'au-delà des ressentiments dissimulés poliment, un deal provisoire est venu conclure cette visite. Celui qui se résume en deux mots : priorité au business.

Certes, il n'y a rien d'amoral à ce que les dirigeants de nos deux pays encadrent et densifient le rapprochement par le recours à la boîte à outils des affaires, seulement le principe « gagnant-gagnant » si cher aux capitaines d'industrie et autres banquiers n'est pas toujours exact lorsqu'il s'agit de l'appliquer à des économies aux caractéristiques asymétriques d'où résulterait à terme un rapport de dépendance pour l'une d'elles.

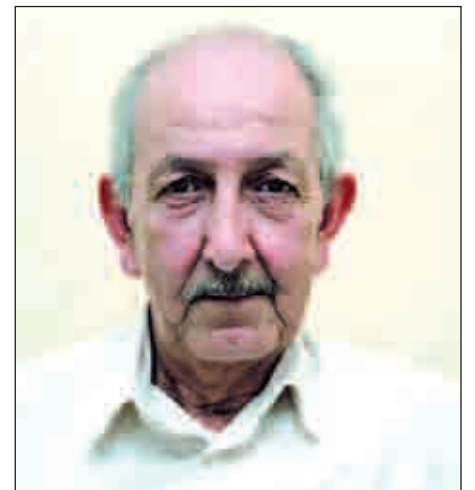
L'Algérie sera dans ce cas, pour peu qu'elle oublie de multiplier les horizons de ses échanges en se contentant de renouer avec le tête-à-tête franco-algérien. Ecrire par conséquent que la visite de la délégation conduite par le locataire de Matignon constitue une opportunité solide relève sûrement de l'illusoire croyance dans les parchemins des politiques.

Alors que l'on sait avec certitude que la succession au pouvoir sera foncièrement différente d'un « Hollandisme » arrivé à terme, l'on peut justement se demander pourquoi nos dirigeants se sont-ils empressés de donner acte à des vieilles négociations ayant capoté un an auparavant ? Autrement dit, quel bénéfice réel l'Algérie sera en mesure de tirer de la dizaine d'accords et de mémorandums alors qu'il lui faudra attendre que le nouveau locataire de l'Élysée redéfinisse les rapports de son pays avec l'Algérie ? Or, cela consiste à demander à Sellal ce qu'il entend

par « partenariat stratégique » à propos de cette inflation de paraphe. Lui qui ne peut et ne doit ignorer qu'aucun des engagements pris avec Cazeneuve n'est inscrit dans le marbre de la pérennité, fait-il finalement du marketing politique pour le compte du régime de la même façon que l'hôte français était venu collecter quelques improbables réussites internationales afin d'enrichir le bilan de son futur ex-Président ? Sachant que ce qui serait profitable à l'économie nationale mettra de longues périodes avant d'intéresser les décideurs français sauf qu'entre-temps, à El-Mouradia, l'on s'empresse de récupérer ce réchauffement diplomatique en le transformant en dividende politique à consommation indigène.

En effet, au moment où les doutes rongent le socle même du pouvoir et que celui-ci s'accroche à la moindre opportunité pour faire valoir sa présence et mettre en exergue une notoriété internationale pourtant ravageusement brocardée dans la presse étrangère et sur les réseaux sociaux, pouvait-on, en haut lieu, signifier une fin de non-recevoir à la proposition française de refaire le voyage d'Alger ? Bien au contraire, l'on s'empresse d'y applaudir dans la perspective de se fournir en cautions en cette période de grande disette par rapport aux Etats voisins dont les régimes sont solidement parrainés par la France notamment.

La persistance de l'étrange vide politique au sommet de l'Etat et que ne suppléent que les facétieuses interventions d'un Premier ministre de moins en moins écouté et cru sur parole n'a jamais échappé aux chancelleries étrangères et par voie de conséquence aux centres de



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

décision des grandes puissances.

Le pouvoir d'Alger devint discrètement le laboratoire où s'expérimentent les diverses versions de la néo-autocratie. Celle qui désigne un Président fictif, organise régulièrement toutes les élections compatibles avec le concept de la démocratie, ratifie les grands accords internationaux et demande surtout à siéger au sein des organisations à caractère éthique. Bref, un modèle parfait pour un Etat délibérément imparfait. Seulement, il arrive parfois que ce genre d'Etat... « de fait » chancelle puis dérape.

Les aléas de la nature contribuant à leur tour à les couvrir de handicaps surexposent ses dirigeants dans des postures humiliantes... celle dont profiteront en premier lieu les représentants de ces Etats qui étaient leurs complices. Valls en était l'un de ces ingrats dont le souvenir devait être vite effacé par son successeur. Un vœu vite exaucé par un régime algérien traînant lui-même une trajectoire peu glorieuse.

B. H.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com  
@laalamhakimus



## Alors les Tontons-Trumpistes, pourquoi vous ne toussez plus ?

Urgent ! Dernière minute ! L'hôtel hébergeant les observateurs internationaux pour les législatives du 4 mai attaqué !

Par un essaim de mouches tsé-tsé !

Après les frappes aériennes américaines sur une base aérienne syrienne, je voudrais entendre ce matin mes compatriotes camelots qui vendaient à la criée du Trump dès son élection. Ces lumières, tous gyrophares allumés, nous expliquaient que l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, c'était tout bénéf pour l'Algérie. Ils ont continué à le faire sans baisser d'un ton, même lorsque de bonnes âmes leur ont surligné un fait, juste un fait : le premier chef d'Etat reçu à Washington, bien avant la Britannique May, pourtant alliée « historique », a été le Premier ministre israélien, Netanyahu. Et là, aujourd'hui, pourquoi les Tonton-Trumpistes-DZ ne toussent plus ? Parce que je vous signale que s'il s'agit d'expliquer les frappes US par des images d'enfants

syriens supposés avoir été gazés par Assad, moi, des images de mioches gazés, écrasés sous des tapis de bombes israéliennes dans Ghaza, j'en ai des masses sur mon ordi. Je peux fournir à satiété ! Et à l'époque où le déluge de feu a aligné les corps de chérubins palestiniens face aux caméras, les caméras du monde policé et civilisé ont préféré voir ailleurs. Cet ailleurs rédactionnel où les feuilles de route et les conducteurs de JT se rédigent au dîner du Crif ! Mais au lobby israélien, il ne faut rien lui reprocher. Il fait son boulot, et il le fait magnifiquement bien. Ce sont les camelots DZ, vendeurs à la sauvette du Trumpisme comme potion magique pour l'Algérie – ceux-là mêmes qui font mine aujourd'hui de ne pas voir Sonatrach passer sous contrôle américain – qui me gênent. Voire qui me donnent des envies furieuses de... oh ! Allez ! Je vais rester poli et me contenter d'une seule envie publiable en l'état. Celle de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.